

Affaires courantes

[Français]

PÉTITIONS

OPPOSITION AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir de déposer ce matin quelque 20 pétitions, en grande partie de mes commettants d'Ottawa—Vanier, mais d'ailleurs également, qui sont venus ici durant l'été. Ces gens aimeraient faire connaître leur opinion concernant la taxe de vente sur les produits et les services, cette taxe de 9 p. 100 que le gouvernement veut imposer ou voudrait bien imposer en janvier 1991. Ces gens trouvent cette taxe non seulement injuste et régressive, mais ils trouvent également qu'elle imposera à la petite entreprise un fardeau additionnel qui ne se justifie pas, et ils disent dans cette pétition, monsieur le Président, qu'à leur avis, la Chambre devrait refuser d'implanter une taxe aussi mauvaise.

[Traduction]

LA VALLÉE DE LA ROUGE

Mme Pauline Browes (Scarborough—Centre): Monsieur le Président, je suis très heureuse de présenter aujourd'hui à la Chambre une pétition, pétition qui concerne la vallée de la Rouge située dans l'agglomération torontoise. Il s'agit d'une zone sauvage de 5 000 acres que le Président a parcourue samedi pour se rendre compte *de visu* de la beauté de cette vallée.

Les pétitionnaires affirment qu'il est dans l'intérêt national de protéger la Rouge, sa faune en péril et sa végétation sauvage. Le rapport provisoire de la Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto, présidée par l'honorable David Crombie, a également recommandé de protéger la vallée de la Rouge en y instituant un parc naturel patrimonial. Le maire de la ville de Scarborough et le ministre fédéral de l'Environnement y sont également favorables, de même que le groupe *Save the Rouge Valley* et des milliers de bénévoles.

Les pétitionnaires invitent le gouvernement à collaborer avec la province d'Ontario au classement de la vallée de la Rouge comme terre patrimoniale canadienne ou parc provincial.

[Français]

OPPOSITION AU PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le plaisir, conformément à l'article 36 du Règlement, de présenter 14 pétitions de petits dépanneurs de ma circonscription, qui s'objectent fortement à l'imposition de la taxe sur les produits et services car elle créera un fardeau coûteux pour les petites entreprises.

[Traduction]

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions que je voudrais déposer ce matin. La première a été signée par 838 habitants du nord-ouest de l'Ontario, à la foire automnale de Hymers, durant la fin de semaine de la Fête du travail.

Les pétitionnaires critiquent le projet de taxe sur les produits et services: ils considèrent cette taxe injuste parce qu'elle ne tient pas compte de la capacité de payer des contribuables. Ils prient le Parlement de rejeter le projet actuel et de réformer le régime fiscal de façon à assurer le paiement effectif d'un impôt minimum par les particuliers et les sociétés riches.

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition signée par 201 habitants du nord-ouest de l'Ontario qui sont surtout des étudiants autochtones. Ils s'inquiètent de l'attitude du gouvernement à l'égard de l'enseignement postsecondaire destiné aux autochtones.

Les pétitionnaires prient le Parlement de remplir ses obligations et d'accomplir son devoir en retirant la politique proposée et en entreprenant des consultations avec les premières nations et avec leurs étudiants qui seront le plus touchés par cette politique.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai une autre pétition, signée par 30 habitants de Thunder Bay, qui porte principalement sur les modifications proposées au régime d'assurance-chômage. Les pétitionnaires prient humblement le Parlement de rejeter ces modifications, de proposer des réformes plus utiles et de se concentrer sur une stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre accompagnée d'une politique